

CAMBODGE NOUVEAU

15 Avril 1994

Politique Economie Finances

Volume 1 Numéro 6

CONTRASTES

Tout va bien : les désastres politiques annoncés par de bons spécialistes ne se sont pas produits. **Tout va mal** : la réconciliation entre les deux grandes formations politiques n'a pas réussi, les antagonismes réapparaissent et s'avivent, les nuées s'accroissent, le pire est à prévoir.

Tout va bien : les Khmers rouges ont été délogés de leur quartier général réputé inexpugnable de Pailin, et sont réduits de nouveau à la dispersion en petits groupes. Les Thaïlandais ont enfin cessé de les aider. **Tout va mal** : les Khmers rouges sont en train de reprendre Pailin comme ils ont repris Anlong Veng. Certains Thaïlandais continuent à les aider.

Tout va bien : l'économie et les finances du Cambodge sont bien reprises en mains, le

riel tient bon, la réunion de l'ICORC à Tokyo a été un succès, les textes législatifs fondamentaux seront bientôt terminés. **Tout va mal** : les résistances internes au changement sont vives et dangereuses; malgré les millions de dollars dépensés, le sort des Cambodgiens "de base" ne change pas; les textes législatifs fondamentaux ne sont toujours pas publiés; les investisseurs ne savent à qui s'adresser, et d'ailleurs restent défiant.

On peut tout espérer : la politique de l'ONU était la bonne, la démocratie est installée, le Cambodge est parti pour une période paisible et heureuse. **Tout est à craindre** : l'insécurité augmente et les morceaux du Cambodge ne tiennent ensemble que ficelés par le Roi. Si cette ficelle cassait, ...
A.G.

Notre enquête sur les salaires (V)

LES SALAIRES DANS

LES ENTREPRISES

Après la Fonction Publique, le Bâtiment, l'Hôtellerie et la Restauration, la Banque, nous poursuivons notre enquête sur les salaires au Cambodge avec des informations concernant LES ENTREPRISES.

Rappelons qu'il ne s'agit pas ici d'une enquête systématique portant sur la totalité, ou

un très grand nombre d'entreprises, avec des résultats ayant valeur de statistiques, mais de "coups de sonde" effectués pendant la seconde quinzaine de mars et la première quinzaine d'avril dans des entreprises situées à Phnom-Penh. Nous nous sommes efforcés de choisir des entreprises d'importances

(Suite page 3)

interview Dr Wiprecht von Treskow

Ambassadeur d'Allemagne

L'Allemagne au Cambodge

L'Allemagne est revenue officiellement au Cambodge le 3 octobre 1993, après 25 ans d'absence. Nous en étions partis en 1969. A l'époque, c'était la politique d'"Alleinvertretung", c'est à dire que l'on arrêta les relations diplomatiques avec tout pays reconnaissant l'Allemagne de l'Est. Jusqu'en 1965, la France a représenté les intérêts de l'Allemagne auprès du Cambodge (le baron von Marschall était Conseiller auprès de l'Ambassade de France). Après notre réunification, ce fut la Hongrie, et précisément M. Lajos Tamas, qui joua ce rôle. Depuis mon arrivée le 4 janvier, "grabe ich mich an", je tâche de m'enraciner dans ce pays que je ne connais pas.

aucune ambition !

Le Cambodge me rappelle à certains égards la Pologne, dont je connais bien les problèmes, coincée entre deux pays qui se la partagent au point de la supprimer. Elle réapparaît, mais elle conserve l'angoisse de ses deux voisins plus forts. Dans les deux cas, au Cambodge comme en Pologne, il faut "organiser le voisinage", et pour cela commencer l'apprentissage dès l'école. Il faudra plusieurs générations ...

L'Allemagne a-t-elle des ambitions spécifiques au Cambodge ? Sûrement pas ! La raison d'être de notre ambassade, c'est de contribuer à la paix dans la région et à la reconstruction du Cambodge. J'apporte une expérience, acquise à Bonn, des organismes qui peuvent assister le Cambodge pour sa reconstruction, dans le domaine universitaire notamment.

Les anciens de la RDA

J'ai eu la responsabilité de 7000 étudiants venus de 12 pays de l'Est et de pays amis de la République Démocratique Allemande. Parmi eux, il y avait 150 Cambodgiens. J'ai personnellement insisté pour que ces étudiants, qui sont venus sur la promesse d'un gouvernement allemand, ne soient pas abandonnés. J'ai reçu 55 millions de DM pour les garder. Aujourd'hui, restent en Allemagne 2 500 de ces étudiants étrangers, dont 67 Cambodgiens. Je les ai rencontrés à Leipzig, et c'est assez attristant de voir tant de désastres familiaux, de gens désœuvrés. Je leur ai dit : "il faut retourner au Cambodge, travailler, reconstruire ...".

Certains reviennent. On compte au Cambodge environ 1000 "anciens de la RDA".

(Suite page 2)

à l'intérieur...

L'Institut de Technologie du Cambodge
Investissements : les incitations
Speakers' corner

page 6-7
page 5
page 8

A PROPOS ...

Indochine ?

"Le Laos, le Vietnam et le Cambodge ont des individualités bien distinctes, ils ne forment pas un ensemble homogène", a observé Madame Simone Veil lors de son passage à Phnom-Penh, ces pays veulent avoir avec la France des relations bien différenciées. La langue française elle-même ne donne à ces trois pays aucune unité particulière. C'est pourquoi je trouve qu'il ne faut pas parler d'"Indochine", un mot qui évoque l'époque coloniale".

Rien de plus juste. On peut rappeler toutefois que l'expression Indochine désigne de façon assez heureuse une région intermédiaire entre le monde indien et le monde chinois. Les influences de ces deux mondes sont fortes dans la péninsule, elles s'y entremêlent depuis des millénaires. Indochine pourrait avec logique rester en usage avec une acception géographique et culturelle, tandis que son sens politique et colonial semble destiné à disparaître avec le temps.

Insolence

"Dans l'article très intéressant que vous avez publié sur les impôts, actuels et futurs, vous indiquez que l'acompte d'impôt sur les bénéfices, payable mensuellement au taux de 0,5 % sur le chiffre d'affaires, ne serait pas remboursé au cas où l'entreprise ne ferait pas de bénéfices, afin que l'Etat ne perde pas de rentrées fiscales du fait de la mauvaise gestion des entreprises. Votre rédacteur ne manque pas d'air, écrit un lecteur.

1) : un impôt sur les bénéfices qui frappe une entreprise même en cas de déficit, ce n'est pas un impôt sur les bénéfices, c'est un impôt forcé. Pourquoi ne pas l'appeler ainsi ? En même temps que l'équité, la transparence, l'efficacité, il faudrait introduire dans le système fiscal le sens des mots.

2) : dire qu'une entreprise qui ne dégage pas de bénéfices est une entreprise mal gérée, c'est faux. Il est très rare qu'une entreprise fasse des bénéfices les premières années de son existence, en particulier au Cambodge, pour des raisons qui ne tiennent nullement à la qualité de la gestion.

C'est une insolence vis à vis des entreprises qui ont le courage d'investir au Cambodge en risquant de perdre de l'argent à cause d'un environnement très imparfait.

(Suite page 3)

L'Allemagne au Cambodge

(suite de la page 1)

Une Association Khmer-Allemagne est en cours de création. Elle compte trois Docteurs, et un Professeur en est le Président. Lorsque l'Association sera enregistrée, je pense que beaucoup de Cambodgiens viendront s'inscrire.

J'estime important de conserver le contact avec les anciens boursiers de la RDA. Nous poursuivrons l'effort entrepris. Nous les réinviterons, pour renouer des liens avec l'Allemagne. En 1995 nous commencerons à donner des bourses.

Coopération

Pour l'Allemagne, le Cambodge fut trop longtemps une tâche blanche sur la carte politique. On le redécouvre. Et l'Allemagne est très peu connue au Cambodge. Il n'y a encore qu'une trentaine d'Allemands au Cambodge, dont 7 à l'ambassade. La plupart des autres sont des coopérants.

Par exemple à Battambang un jeune couple représente la branche allemande de l'Ordre Souverain de Malte. Ils soignent les lépreux, et pour l'instant ils sont les seuls à le faire dans le pays.

Le gouvernement de Bonn a attribué au Cambodge 40 millions de DM pour 1992-93, qui sont toujours "dans le tuyau" : on fait des études préalables dans les domaines de l'agriculture, de la santé, des télécommunications. Je pense que début 1995 l'argent sera sur la table.

réseau téléphonique ?

Bientôt arriveront des organismes allemands de coopération, et des entreprises.

Des entreprises allemandes, il

n'en existe pas encore ici. Ce sont des Thailandais qui représentent Mercedes, des Singapouriens qui représentent BMW et Opel. Mais Siemens et DEDECOM ont ensemble le projet de créer un bureau d'études au Cambodge, pour réaliser le projet, financé en partie par le gouvernement allemand et en partie par la maison Siemens, d'un réseau téléphonique. Ce serait une réalisation "phare" pour d'autres entreprises allemandes.

Un secteur dont nous sommes absents et qui est prioritaire, avant même l'agriculture et le reboisement, c'est le déminage. J'ai pris contact avec le CMAC et Halo Trust.

Un autre aspect de notre aide au Cambodge, c'est l'abandon, actuellement à l'étude, de la dette contractée par le Cambodge vis à vis de l'Allemagne ("Schuldenerlass") : un peu moins de 20 millions de DM, sans compter les intérêts.

Je crois à l'utilité d'une coopération privilégiée, étroite, avec d'autres pays comme la France, la Grande Bretagne, le Japon ... Il me semble que l'Europe peut agir au Cambodge, et c'est pourquoi dans mon ambassade j'ai hissé le drapeau de l'Union Européenne à côté du drapeau de l'Allemagne. Du reste, je représente la Grèce au Cambodge, qui a actuellement la présidence à Bruxelles, et dans six mois, ce sera le tour de l'Allemagne.

Au total, j'espère que l'Allemagne peut jouer un rôle important dans la reconstruction du Cambodge. ■

une école de cadres à Singapour

George William prince de Hanovre est Président-fondateur de "Khmer Foundation International" (KFI), dont le siège est à Munich. Lee Kuan Yew, en raison d'une amitié ancienne pour le Cambodge, lui a donné des bureaux à Singapour, dans le building de l'"Organisation des ministères de l'Education du Sud-est asiatique" (une bonté qu'il n'a pas eue pour le Vietnam).

Le prince de Hanovre, 79 ans, est venu au mois de mars à Phnom-Penh chercher le second groupe de fonctionnaires qui suivront à Singapour un stage de formation original.

Objectif du stage "Teacher Training Center" : donner à une quinzaine de fonctionnaires, sélectionnés en fonction de leur niveau intellectuel et universitaire, une formation "supérieure" en matière d'économie et de politique, qui les rendra capables, en quatre mois, d'occuper des postes de grande responsabilité. "Ce programme, explique le prince de Hanovre, vise à entraîner les stagiaires à former, éduquer, diriger eux-mêmes leurs collègues. Les Khmers ont trop longtemps été habitués à être soumis, il faut leur réapprendre à diriger une entreprise, à prendre des initiatives et des responsabilités, sans peur de représailles".

La formule semble réussir puisque les premiers stagiaires ont créé l'EDCO, Comité de Développement pour l'Education (financé par l'Union Européenne, l'Etat de Bavière et la KFI), qui a pour rôle de rénover et d'activer le système éducatif cambodgien dans l'esprit du Teacher Training Center.

Khmer Foundation International a reçu aussi du ministère de l'Education la mission de sélectionner 50 des meilleurs élèves du Cambodge pour former un Centre de recherches et de reconstruction, et créer une Ecole Normale Supérieure.

Thuon Monna

LES SALAIRES DANS LES ENTREPRISES

A PROPOS...

(Suite de la page 1)

différentes, et appartenant à des secteurs divers.

entreprise 1 : direction thaïlandaise; 17 personnes. Activité : production d'eau potable. Les employés sont payés 700 à 800 bahts par mois, soit environ 30 dollars. Salaire faible, mais ils vendent, hors des heures de travail (huit heures par jour), l'eau potable que produit l'entreprise, de sorte qu'ils gagnent, dit la direction, 120 dollars par mois.

Le directeur gagne en principe 1 500 dollars par mois, mais après paiement de tous les frais il lui reste 800 dollars.

Couverture sociale : sur tous les salaires, le patron retient une part pour alimenter une caisse de secours commune. En cas d'accident du travail -personne malade ou accidentée pendant les horaires de travail-, le patron paiera le salaire normalement jusqu'à guérison, et tous les frais d'hôpital. S'il s'agit d'un accident arrivé à la maison, l'employé reçoit son salaire normalement, mais pas les frais d'hospitalisation.

entreprise 2 : 8 personnes; direction franco-cambodgienne. Quatre personnes gagnent 60 dollars par mois : coursier, femme de ménage, gardien, secrétaire. Trois gagnent 160 dollars : ils ont des tâches à l'extérieur de l'entreprise; ils viennent d'être augmentés de 20 dollars par mois chacun, et le patron va créer en leur faveur à partir d'avril un système de primes, allant de 5 à 25 dollars par mois. Il veut en effet les rendre quelque peu responsables, capables d'initiatives, les "motiver", les former. Cet effort en faveur de la formation comporte aussi des leçons d'anglais. Elle est approuvée par la "maison mère" de l'entreprise, en France. L'idée : pour le long terme, il faut for-

mer des Cambodgiens, et pour cela veiller aujourd'hui à l'encadrement. L'entreprise fait venir un quatrième expatrié.

Couverture sociale : jusqu'à présent rien n'existe. Le directeur envisage de créer une caisse commune alimentée par une retenue sur les salaires et par une "part patronale".

entreprise 3 : direction khmère; 12 personnes. Activité : services dans le domaine du tourisme. Sept sont des femmes qui font des paquets : elles gagnent 50 à 80 dollars. Les chauffeurs gagnent de 70 à 100 dollars. La patronne, qui a 65 % des parts de l'entreprise, gagne 2500 à 3000 dollars.

En cas de maladie, le salaire sera normalement payé aux employés, et les frais de l'hôpital seront payés par l'entreprise.

entreprise 4 : direction thaïlandaise, 15 personnes. Activité : vente de machines agricoles et d'engins pour la construction des routes. Salaires : 60 à 200 dollars selon l'expérience.

En cas de maladie, le salaire est normalement payé, et le patron paie les frais d'hospitalisation.

entreprise 5 : 18 personnes. Activité : vente de mobilier, papiers muraux, matériaux de construction. Une secrétaire gagne de 100 à 120 dollars, en fonction de son expérience. Un chauffeur de 80 à 120. Le caissier 120 dollars. Les personnes chargées de l'entretien : 40 à 60 dollars. Le directeur-adjoint : 350 dollars par mois. Le patron : 2 000 ou davantage, selon les résultats.

Couverture sociale : tous les employés peuvent demander de l'argent pour aller à

l'hôpital. Ils retrouvent leur emploi normalement quand ils reviennent. L'entreprise pourra payer pendant ce temps une fraction du salaire.

enquête Dy Sarak et agent 003

Cette enquête a été réalisée grâce à la collaboration des entreprises : Supreme Trading Co; Haknook Man; Thera Co; Phnom-Penh Motor Works; Derudder Cambodia;

Observations générales sur les salaires

Cette enquête sur les salaires, destinée à éclairer un domaine à la fois important et très mal connu de l'économie cambodgienne, ne doit pas faire oublier que les Cambodgiens salariés ne constituent qu'une faible minorité de la population. Les paysans ne sont pas "salariés". Un salaire régulier, même très faible, est un rêve pour la très grande majorité. C'est pour une bonne part ce qui fait l'attrait de la fonction publique.

- Le "salaire moral", le prestige que représente l'entreprise où l'on travaille joue un rôle considérable, plus important dans bien des cas que le niveau même du salaire. Il est très prestigieux d'être fonctionnaire, ou d'appartenir à l'une des très rares grandes entreprises étrangères, à l'un des grands organismes internationaux présents au Cambodge.

- Il faut souligner aussi que la plupart des travailleurs au Cambodge sont des femmes, dans une proportion estimée à 74 %. La discrimination entre hommes et femmes pour les salaires reste forte, malgré la Constitution, très explicite sur l'égalité entre hommes et femmes.

- Il existe aussi de fortes dispa-

(Suite page 4)

(Suite de la page 2)

Diront-elles à leur tour qu'un budget en déficit est le fait d'un Etat mal géré ?

Vietnam : réticences américaines

Malgré la récente levée de l'embargo, que les Etats-Unis avaient décidé contre le Vietnam il y a trente ans (en 1964 contre le Vietnam du nord et en 1975 contre le Vietnam du Sud), les sociétés américaines ne vont pas se précipiter au Vietnam, estime la *Far Eastern Economic Review* (31 mars) : sauf dans quelques secteurs-clés comme le pétrole, elles vont attendre que Hanoï ait maîtrisé la contrebande qui fausse les règles de la concurrence, fait sauter les solides verrous bureaucratiques, et adopté une législation qui protège les investisseurs.

En attendant, ce sont des investissements de Taiwan, du Japon, de Corée du Sud, de Hong-Kong, des entreprises chinoises familiales, et de plus en plus souvent des Vietnamiens rapatriés qui animent le développement économique du Vietnam.

bible agricole

La première partie d'une vaste étude sur l'agriculture cambodgienne, réalisée par la FAO sous l'égide du PNUD, en préparation depuis novembre 1993, est en cours de finalisation. Il s'agit d'un "état des lieux" : ressources naturelles, questions foncières, ressources humaines, questions financières, avantages comparatifs, ... Ce premier document qui pèsera 4 kg devrait être rendu public vers la fin mai.

La deuxième partie, sous l'égide de la Banque Asiatique de Développement et réalisée par des firmes spécialisées privées, en étroite relations avec les autorités gouvernementales, comportera des recommandations concernant les réformes institutionnelles, administratives, économiques, les productions, les privatisations, les prix, la qualité, etc ... Huit personnes y travailleront pendant quatre mois.

CNI : point mort

Le Comité National des Investissements (CNI) est toujours au point mort. Son Secrétaire général a été nommé, il

(Suite page 4)

A PROPOS ...

(suite de la page 3)

s'agit (comme annoncé par **Cambodge Nouveau** dès le 15 février) de M. Ith Vichit. Mais aucun des autres membres du CNI n'a encore été nommé, et le lieu où il doit siéger n'est pas définitivement décidé : il pourrait s'agir du bâtiment de l'ancienne Direction des Pêches, près du ministère de l'Agriculture. Mais il faut en déloger 300 personnes. En attendant, M. Ith Vichit, proche collaborateur de M. Keat Chhon, vice-président du Conseil de Développement du Cambodge (CDC), n'a même pas une table et une chaise au Conseil des ministres, où le CNI est sensé travailler.

Code de Commerce

Les deux premiers livres du Code de Commerce devraient être publiés courant mai. Leur traduction en khmer est achevée. Les dispositions déjà connues ne devraient pas subir de modifications importantes (voir **Cambodge Nouveau** n° 4). *Informations nouvelles :*

- le capital minimum pour une SARL sera de 20 millions de riels, soit environ 8000 dollars;
- le capital minimum pour une SA sera de 100 millions de riels, soit environ 40 000 dollars.

hors de cause

On ne sait toujours pas comment s'est déclenché l'incendie qui a détruit le Théâtre National. Mais l'entreprise LBL, qui réalisait des travaux d'étanchéité sur la toiture, a été clairement mise hors de cause. "Tout était terminé, on en était aux retouches finales", explique le directeur Thierry Lousteau. Le bâtiment devait être "réceptionné" le lendemain. "Nous avons pu prouver, avec des photos, et la reconstitution d'un chéneau, que le feu n'avait pas pu passer du toit à la charpente. Les plaques étanches étaient terminées. Les matériaux français utilisés étaient "aux normes", un expert est venu le vérifier. A mon avis, il y a de fortes chances pour qu'il s'agisse d'un acte criminel".

tilt

Un projet de loi français prévoit de sanctionner ceux qui utilisent des mots étrangers, c'est à dire anglo-saxons, dans la langue française.

"En réalité les Français n'utili-
(suite colonne 4)

LES SALAIRES DANS LES ENTREPRISES

(Suite de la page 3)

rités entre Phnom-Penh et la province. En Province, les salaires sont encore plus rares et plus faibles.

• Les Cambodgiens bien formés sont rares et recherchés : secrétaires vraiment bilingues, bons traducteurs par exemple, c'est pourquoi les salaires augmentent rapidement avec la qualification. Il est fréquent que dans une entreprise seul le dirigeant et son adjoint soient vraiment qualifiés. Les autres sont embauchés à un niveau de compétence voisin de zéro, et se forment "sur le tas".

• C'est pourquoi, dans la rémunération entre une part de formation. Les salariés en apprécient l'importance. Certains chefs d'entreprise y consacrent une part de leur budget.

• Les conditions de la "couverture sociale" telles qu'elles sont déclarées par les responsables d'entreprise sont invérifiables, d'abord parce que toutes ces entreprises étant de création récente, les cas de maladie ou d'accidents ne se sont pas encore produits. Il s'agit donc d'"intentions", qu'il reste à vérifier dans la pratique.

La question de la "couverture sociale" cependant n'a pris aucun responsable interrogé au dépourvu : en l'absence de législation sociale précise, il est habituel que l'entreprise aide l'employé en difficulté. Ce système est très largement pratiqué en Asie. On peut donc, en gros, ajouter foi aux déclarations faites. La couverture sociale pendant relève de la seule bonne volonté du patron, et de ses relations personnelles avec l'employé.

• D'un autre côté, le bouche-à-oreille joue un peu le rôle "normalisateur" d'un comité d'entreprise ou d'un syndicat : un "bon patron" sera vite reconnu comme tel, de même qu'un "mauvais patron", et les réticences au travail des employés, comme leur bonne volonté, sont des moyens de pression qui peuvent être très efficaces.

Que dit la loi ?

Deux ministères s'occupent des salaires : pour les entreprises privées, le Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales, au Travail et aux Anciens Combattants ; pour les fonctionnaires le Secrétariat d'Etat à la Fonction Publique.

Pour les entreprises privées, la législation nouvelle est en cours de révision, dit-on au Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales. En fait on attend l'expert français que le Bureau International du Travail doit envoyer pour seconder et conseiller les Cambodgiens. En attendant, l'ancien Code du Travail de 1973 reste en vigueur. Il précise par exemple que :

- la semaine de travail est de 48 heures;
- les travailleurs ont droit à un jour de congé par semaine;
- deux heures de travail supplémentaires par jour seulement sont légales, soit une durée maximale de 10 heures par jour;
- chaque entreprise doit avoir un règlement intérieur approuvé par l'Inspection du Travail.

Il n'existe pas dans ce Code de salaire minimum. Mais de toutes façons, font remarquer les responsables cambodgiens, tout ceci est théorique : les patrons en fait décident de tout. Le Secrétariat d'Etat n'a absolument pas les moyens de contrôler

A PROPOS ...

(Suite de la colonne 1)

pas assez de mots anglais, estime un provocateur (anglo-saxon). S'ils en utilisaient davantage, ils parleraient tout à fait anglais, ce qui leur serait très utile."

métissage

L'idéal évidemment n'est pas de savoir mal deux langues et de les mélanger, mais de savoir bien deux langues nettement distinctes.

Cependant, prétendre conserver la pureté de la langue, dit un autre provocateur, c'est aussi vain que de vouloir préserver la pureté d'une race ou d'une culture : pour les langues aussi, le métissage est fatal, à une époque de communications et d'échanges intensifs.

jeu

On introduit des mots anglais dans la langue française par commodité, lorsque l'équivalent français serait trop long (*fast food, jet-set, corner, spleen, stress, off, swap* ...), mais aussi par jeu : les mots anglais d'une seule syllabe notamment, bien plus nombreux qu'en français, sont pratiques et

les entreprises. Il compte 5 Directions (Emploi et Main d'oeuvre, Inspection du Travail, Sécurité Sociale, Formation professionnelle, Médecine du Travail), chacune compte trois personnes compétentes : un chef et deux sous-chefs. Pour tout le Cambodge, l'Inspection du Travail compte 5 à 6 personnes, et il n'existe aucun organisme d'arbitrage de type Prudhommes, aucun lieu où l'on puisse régler les litiges.

Ce qui préoccupe en fait les responsables du Secrétariat d'Etat, c'est le nombre des chômeurs. Particulièrement le fait que chaque année sortent du système scolaire presque 20 000 diplômés. Très peu peuvent continuer leurs études (10 à 20 %) et très peu peuvent trouver du travail. Les conditions du travail, les salaires dans ces conditions sont des problèmes secondaires. ■

L Les incitations à investir consistent en (art 2) :

- exemption de l'impôt sur les sociétés, tel que décrit dans les articles 5, 8 et 13;
- exemption des droits de douane tels que décrits dans les articles 10, 11 et 13.

(art 3) : les incitations à investir ne seront consenties qu'aux investissements enregistrés dans l'une des formes légales prévues dans le Code de Commerce.

(art 4) : les incitations à investir ne peuvent pas être transférées d'une entité légale à une autre, et ne peuvent faire partie de droits de succession lorsqu'une entité légale est dissoute.

exemptions de l'impôt sur les sociétés

(art 5) : reconnaissant qu'un taux d'imposition bas et uniforme encouragera les investissements et générera des revenus, et en accord avec les lois et règlements existants, le Royaume fixe à 20 % l'impôt sur les bénéfices de toutes les sociétés.

(art 6) : le Royaume n'imposera pas les dividendes distribués ni les bénéfices ni les produits des investissements, et ne taxera pas leur transfert à l'étranger par les nationaux étrangers.

(art 7) : le Royaume exemptera de l'impôt sur les bénéfices, partiellement ou en totalité, les investissements qui répondront aux objectifs suivants du développement national:

- augmenter les exportations non-traditionnelles, selon les critères définis à l'article 13;
- augmenter la valeur ajoutée aux productions, selon les critères définis à l'article 13;
- se situer dans une zone industrielle désignée, selon les critères définis à l'article 13.

(art 8) : la durée de l'exemption de l'impôt sur les bénéfices pour un investissement déterminé sera

fixée en accord avec les dispositions de l'article 13, et en aucun cas ne dépasseront six années.

exemption des droits de douane à l'importation

(art 9) : pour éviter de créer des distorsions et des déséquilibres dans l'économie du pays, qui pourraient désavantager

(art 12) : le Conseil de Développement du Cambodge et son corps auxiliaire le Comité national d'Investissements, sont responsables de la mise en application de la présente loi.

(art 13) : le Conseil de Développement du Cambodge (CDC) déterminera les critères qui donneront aux investisseurs le droit de bénéficier des incitations fiscales. Ces

Comptabilité.

d) déterminer l'emplacement des zones industrielles dans lesquelles les investissements devront se situer pour obtenir les incitations à investir.

e) déterminer le nombre d'années d'exemption d'impôts sur les bénéfices dont les investissements bénéficieront en fonction des critères mentionnés en a), b), c), d) et ci-dessus.

(art 14) : CDC, sur la base des critères définis à l'article 13 ci-dessus, et en accord avec l'article 15 de la loi sur l'Etablissement, le Fonctionnement et la Protection des investissements au Cambodge, publiera les décisions concernant les incitations à investir, en tenant compte des recommandations du Comité National d'Investissements.

INVESTISSEMENTS

les incitations

Dans notre n° 3 du 1er mars, nous donnions des indications sur le futur Code des Investissements. Voici en quoi consisteront les incitations à investir selon le dernier projet de loi, en date du 11 mars 1994. Rappelons que pour entrer en vigueur le projet de Code des Investissements doit encore être approuvé par l'Assemblée Nationale.

particulièrement les petites sociétés, le Royaume n'accordera pas d'exemptions de droits de douane aux investissements destinés à servir principalement le marché cambodgien.

(art 10) : afin d'encourager les développements des exportations non-traditionnelles, et pour assurer la compétitivité de ces exportations sur les marchés internationaux, le Royaume exemptera de droits de douane à l'importation, et de tout autre taxe directe ou indirecte sur les importations, les équipements, biens d'investissements, biens intermédiaires, matériaux de construction, produits bruts et pièces détachées utilisés par les investissements exportant des biens non-traditionnels, en accord avec les dispositions de l'article 13.

(art 11) : l'exemption sur les droits de douane à l'importation durera autant que l'investissement exportant des biens non-traditionnels.

critères devront être clairs, non discriminatoires, simples à appliquer, et permettant autant que possible une prise de décision automatique. Le CDC, en définissant ces critères, devra entre autres :

a) établir une liste des exportations traditionnelles du Cambodge, qui servira de "liste négative", de façon qu'un investissement produisant des biens ne se trouvant pas sur cette liste bénéficie automatiquement des incitations citées aux articles 7 et 10.

b) déterminer quel pourcentage de la production un investissement devra exporter pour bénéficier automatiquement des incitations à investir.

c) déterminer le seuil à partir duquel la valeur ajoutée aux biens produits donnera automatiquement droit aux incitations à investir. Ce seuil sera fixé d'après les définitions et les techniques utilisés pour calculer la valeur ajoutée décrit dans le Système Standardisé de Comptabilité de la Loi de

observation : dans l'exposé sur la Loi d'Investissement qu'il a fait devant la délégation malaysienne, le 15 avril, S.E. Sam Rainsy, ministre des Finances et de l'Economie a mentionné aussi, au nombre des objectifs définis par le CDC, le transfert de technologie. Il est probable que les investissements réalisant au profit du Cambodge un transfert de technologie substantiel bénéficieront également des incitations à investir.

On remarque d'autre part que le texte ci-dessus laisse les investisseurs quelque peu sur leur faim, puisque les précisions concernant les incitations fiscales prévues à l'article 13, ne sont pas encore données. Ces précisions permettront aux investisseurs de faire des calculs prévisionnels, non moins indispensables pour prendre la décision d'investir que le reste du cadre juridique.

TOUTE REPRODUCTION DE CAMBODGE NOUVEAU SANS MENTION DE SOURCE EST INTERDITE.

Le point sur l' ITC

L' INSTITUT DE TECHNOLOGIE DU CAMBODGE

"L' Institut de Technologie du Cambodge a pour objet de former, en langue française et en langue khmère, des cadres moyens nécessaires à la reconstruction et au développement du Cambodge;

- de former, en langue française, des ingénieurs pour contribuer au développement des pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, et en particulier du Cambodge;

- de former, en langue française, au niveau de la recherche, des spécialistes dans les domaines des sciences pour l'ingénieur".

héritage soviétique

Voici une entreprise dont l'utilité est incontestable : il s'agit de rénover, réhabiliter l'Institut de Technologie créé par les Soviétiques en 1964. Institut important. Les bâtiments, les équipements, avaient été conçus dans l'esprit d'une coopération "lourde", de longue durée. Il comptait en permanence 80 professeurs soviétiques. "C'était un outil de formation remarquable", reconnaissent les responsables d'aujourd'hui. L'enseignement se faisait en russe, et aujourd'hui encore existent non seulement de nombreuses inscriptions en russe aux portes des salles de classe, sur les panneaux d'affichage, mais beaucoup d'élèves - ceux qui sont en 5ème année - ne parlent, outre le cambodgien, que le russe. Restent d'ailleurs pour ces étudiants dix professeurs russes, rémunérés par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Ils vont s'en aller à la fin de l'actuelle année scolaire.

L'Institut a en fait été équipé deux fois par les Soviétiques : en 1964, puis en 1980 après le passage des Khmers rouges qui ont tout cassé et tout vidé, pour en faire une prison. Après le soudain écroulement de l'aide soviétique en 1990, l'Institut a "fonctionné" dans un état de quasi-abandon, sans eau, sans électricité. Donc sans travaux pratiques, par exemple. Pendant trois ans, on n'y a pas travaillé.

un Institut sinistré

Lorsqu'en septembre 1993 les Français ont commencé à s'en occuper, ils ont trouvé un Institut sinistré, et pas seulement pour sa partie matérielle : il n'y avait plus aucune discipline, l'absentéisme était courant, il y avait des

armes en abondance. Les professeurs étaient menacés physiquement. On peut estimer que 80 % des diplômés étaient achetés (2000 dollars pièce).

La première des tâches est donc de changer l'état d'esprit : il faut redonner confiance dans l'établissement, qui avait perdu toute crédibilité, dans le diplôme, qui avait une valeur nulle, et redonner aux étudiants la fierté d'appartenir à un établissement de qualité.

révolutionnaire !

On a donc commencé à expliquer aux étudiants que l'absentéisme serait sanctionné, que les diplômés ne seraient plus achetés mais mérités. Il y a un règlement intérieur ("*la détention d'armes est strictement prohibée*" -art 13-; "*toute absence non justifiée fera l'objet d'un avertissement; trois absences non justifiées dans une même matière entraineront une note de 00/20 dans celle-ci, quels que soient les résultats obtenus lors du contrôle continu*" -art15- ...). C'est une véritable révolution que l'on a entrepris là. Une révolution des esprits.

En même temps, on s'efforce de réaliser une rénovation de qualité : des jardins et des abords, des bâtiments, des laboratoires, des ateliers, des équipements. Et cette rénovation

matérielle, maintenant qu'elle commence à être bien visible avec l'arrivée d'un groupe électrogène, de livres d'une valeur de 500 000 FF, d'un rééquipement des locaux, favorise nettement ce changement d'état d'esprit. Les étudiants commencent à y croire.

Les moyens ? "*4,5 millions de FF nous permettront de réaliser une première tranche, qui devrait être terminée fin septembre prochain*", nous dit M. Bernard Cavaillé, le Directeur de l'Institut. *10 millions de FF seront consacrés, sur trois ans, à la pédagogie, aux labos et aux ateliers. L'idéal serait de pouvoir investir 20 millions de FF. Nous aurions alors un bel Institut. Tout dépend clairement de la façon dont notre équipe "pionnière" va mener à bien sa première tâche, nous en avons bien conscience. Nous avons trois ans pour remplir notre mission*".

francophonie

D'où vient l'argent ? pour l'instant, à 90 % de la France, et pour 10 % environ du PNUD.

"*Mais la rénovation de l'Institut de Technologie du Cambodge n'est pas une entreprise uniquement française, souligne le Président du Conseil d'Administration, M. Ouy Vanthou, un Cambodgien de nationalité canadienne. Depuis février, l'Institut est un "établissement multilatéral francophone à vocation régionale". La France ne tient pas particulièrement à se mettre en avant dans cette affaire : le maître d'oeuvre est l'AUPELF-UREF, c'est à dire l'Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française et l'Université des Réseaux d'Expression Française. Au conseil d'administration siègent d'ailleurs, avec six Cambodgiens, qui ne sont pas majoritaires, un Canadien, un Belge, un Libanais, un Tunisien, le Président de l'AUPELF-UREF, trois Français. Dans cette entreprise francophone donc, la*

Le chantier

D'une valeur de 700 000 dollars, il s'agit du plus gros chantier de rénovation du Cambodge. Environ 200 personnes y travaillent. Le commanditaire, l'AUPELF-UREF, a respecté les règles en matière d'appel d'offres : 9 entreprises ont soumissionné, la "mieux disante" a été retenue : le groupement LBL/Comin/Seng.

La maîtrise d'oeuvre et le contrôle sont assurés par le cabinet d'architecte Poupin. Les travaux comportent maçonnerie, stations d'épuration, plomberie (réseaux d'adduction d'eau et de gaz), étanchéité, menuiserie, peinture, important équipement électrique des ateliers et laboratoires.

Le ministre M. Jacques Toubon a inauguré le 31 mars ce qui devrait être, une fois terminé, une université pilote en Asie du Sud-est.

France souhaite se trouver financièrement secondée par la Belgique, le Canada, la Suisse, ... Et l'ITC peut intéresser aussi, souligne M.Ouy Vanthon, le Japon, l'Allemagne, la Hollande, l'Union Européenne, ... etc Il nous reste à "vendre" l'ITC à l'étranger !"

des "produits formés"

Comme du temps des Soviétiques, L'ITC a pour vocation de former des cadres : ingénieurs et techniciens supérieurs. Y aura-t'il une différence avec la formule précédente ? "Nos diplômés seront plus généralistes, plus polyvalents, explique M. Cavallé, plus aptes à changer de métier selon l'évolution de la situation, plus capables d'initiatives, alors que dans la formule précédente ils étaient plus étroitement spécialisés. En même temps, nos diplômés seront des "produits formés", c'est à dire qu'ils seront immédiatement utilisables par l'économie".

L'objectif, en régime de croisière, est d'enseigner 750 élèves : pour chaque année d'enseignement : 30 élèves - ingénieurs cambodgiens, auxquels pourraient s'ajouter 30 étrangers, et 150 élèves-techniciens.

Le cycle de formation est de cinq ans pour les ingénieurs, de trois ans pour les techniciens. Les techniciens pourront, après deux ans d'expérience professionnelle, intégrer le "cycle ingénieur" au début de la quatrième année.

Les futurs ingénieurs, comme les futurs techniciens pourront opter entre cinq spécialités : -génie chimique et agro-alimentaire; -génie civil; - génie rural; - génie industriel et minier; - génie électrique et énergétique.

L'encadrement : pour l'instant, une petite vingtaine d'expatriés. Quatre sont d'origine khmère (de nationalité française et canadienne). Bernard Cavallé attend des enseignants d'autres origines francophones : Canadiens, Tunisiens, Belges; et il voudrait accroître le nombre des expatriés d'origine khmère : "avec leurs deux cultures, pouvant parler khmer avec les élèves, ils sont d'excellents intermédiaires, bien reçus par les élèves, et ils peuvent multiplier le travail des autres enseignants. L'idéal serait d'en avoir 10 ou 15".

trois langues, puis une seule

Actuellement, l'enseignement se fait en trois langues : - en russe pour les élèves de cinquième année, qui ont dix professeurs russes; - en khmer pour les élèves de 3ème et 4ème année, qui ne savent ni russe ni français ni anglais (on y ajoute du français et un peu d'anglais : 1h 1/2 par semaine); - en français pour

objectif :
former chaque année
**30 ingénieurs et
150 techniciens
supérieurs
immédiatement
disponibles**

les élèves de 1ère et 2ème année, avec qui on commence le cycle francophone.

En "régime de croisière", tout l'enseignement sera fait en français (le russe disparaît dès la prochaine année scolaire). L'enseignement du français représentera 18 % des horaires d'enseignement dans le cycle Ingénieur, et 21 % dans le cycle Technicien. Un peu d'anglais est enseigné comme langue étrangère : 4 % des horaires pour le cycle Ingénieur, et 6 % pour le cycle Technicien.

vocation régionale

Depuis février, l'ITC est un "établissement multilatéral francophone à vocation régionale". La langue de travail étant le français, on pense donc attirer des étudiants laotiens et vietnamiens. Mais pourquoi pas aussi des Philippins, des Malaisiens, ... lorsque la qualité de l'enseignement aura été reconnue ? Il est vrai que le chemin est encore long avant que l'ITC ait acquis un niveau et une réputation proches de ceux de l'Asian Institute of Technology de Bangkok ...

Cambodge Nouveau
politique, économie, finances
**le journal des gens
qui comptent**

A PROPOS ...

(suite de la page 4)

qu'en français, sont pratiques et amusants: *stop, set, go, hot, top, flash, clean, job, crash, crack, clash,, shot, ... shit!* Et jouer avec des mots étrangers, comme un enfant joue avec des cubes, c'est apprivoiser la langue, c'est l'apprendre.

Les professeurs de langues étrangères le savent bien : on apprend mieux une langue en jouant avec.

grumes

On est en train, dans des zones frontalières spéciales des Provinces thaïlandaises de Sisaket, Trat, Chantaburi, ... de mesurer les bois sciés en provenance des zones contrôlées par les Khmers rouges. Pour chaque m3 il devra être payé au gouvernement cambodgien une taxe de 35 dollars.

Bien que la date limite pour évacuer vers la Thaïlande les troncs déjà coupés ait été reportée du 31 décembre au 31 mars, il reste encore des quantités énormes à évacuer, dit l'expert cambodgien envoyé sur place. Les compagnies thaïlandaises ont rapatrié leurs centaines de bulldozers, chargeurs frontaux et camions-grumiers, mais il est probable qu'elles vont demander de nouveaux délais.

Depuis le 31 mars toutes les exportations de grumes, et même de produits sciés, sont interdites. Toutes les coupes sont interdites, sauf pour l'utilisation intérieure. La contrebande continue cependant sur les autres zones (non khmer-rouges) : il existerait par exemple un trafic important par exemple entre Koh Kong et Khlong Yai. La région de Koh Kong est victime de coupes totalement incontrôlées, alors que les coupes dans les zones khmères rouges étaient plus raisonnées, rapporte l'expert cambodgien.

Avant que les exportations puissent reprendre, indique le ministère des Finances, il reste à mettre au point la procédure de délivrance du certificat d'origine, et à organiser le contrôle des frontières en coordonnant l'activité des douaniers cambodgiens et thaïlandais.

gendarmes ?

Il est question de créer une gendarmerie cambodgienne, sur le modèle français. Depuis fin 1993 trois hauts gradés français, qui seront bientôt six, enseignent à environ 200 militaires cambodgiens les bases du métier : formation morale, rôle des magistrats et de la justice, droit de l'homme, combat individuel, ... Deux objectifs pour 1994 : former un Etat-major, et une brigade "anti-banditisme" d'environ 200 hommes qui assurerait l'ordre sur les routes, au moins dans la région de Phnom-Penh.

On ne sait encore à qui la future gendarmerie serait rattachée : au Premier ministre ? Au ministère de la Défense ? D'autre part, l'accord avec le gouvernement, la "charte" qui créerait une gendarmerie cambodgienne, n'est pas encore signé. Ce projet rencontre-t'il des réticences ?

Speaker's corner

Tous les pouvoirs écoutent le Roi

La démocratie cambodgienne vient de se singulariser : le souverain accorde à son peuple une audience. C'est une tradition qui remonte bien loin : aux Rois des temps d'Angkor. Depuis lors, et jusqu'en 1970, les Rois ont écouté les rapports et les plaintes de leurs sujets et tranché les affaires comme bon leur semblait. Tout cela se faisait dans des formes auxquelles le peuple acquiescait facilement, considérant le Roi comme l'incarnation de Dieu sur terre.

Tenant compte des leçons accumulées depuis 1970, et des péripéties qu'a connues la démocratie en terre d'Angkor on tente une nouvelle fois de répéter les habitudes du Roi, mais cette fois-ci dans des formes mieux adaptées à la réalité du pays et du tempérament de son peuple. Ce n'est plus comme dans la Constitution de 1947 où tous les pouvoirs émanaient du Roi. En ce jour du 12 avril, le Roi ne donne plus ses ordres à qui que ce soit. Assisté de ses conseillers, il écoute attentivement les plaintes ou les formulations de son peuple, et se borne à donner des recommandations pour la solution de certaines affaires. Il devient le veilleur, pour que tous les pouvoirs écoutent le Roi.

Vis à vis de l'Exécutif, il est devenu un frein pour parer à tous les dérapages, pour ne pas dire les abus du pouvoir. Il met en garde contre toute manœuvre dilatoire et tente de ramener dans le droit chemin celui qui manifeste un appétit insatiable de pouvoirs et de richesses. Comme il est flagrant dans l'incarcération d'un journaliste, il a suffi d'une recommandation de sa part pour que tout soit remis en ordre. La nation pourrait être divisée pour bien longtemps encore si rien n'était fait pour stopper l'ivresse de pouvoir. Il faut un remède à cela : c'est que les mauvaises actions éventuellement entreprises par les tenants du pouvoir soient étalées devant l'opinion publique, et qu'elles puissent être débattues en terrain neutre sous le contrôle du Roi.

Vis à vis du Législatif, le Roi a bien le choix entre les antagonismes, les divergences aussi bien politiques que pratiques, pour les apaiser. S'il est une affaire que l'on a du mal à discuter, qui pourrait tourner en conflit politique, le Roi peut bien l'aborder d'une façon réconciliante, sans victoire ni défaite. Le peuple a voulu porter l'affaire du Centre commercial olympique devant le Législatif, qui l'a renvoyé par la suite au gouvernement pour qu'il prenne des mesures. On est dans l'ambiguïté, on ne sait pas s'il s'agissait d'un règlement de comptes dirigé contre l'ancien Etat du Cambodge, c'est à dire contre le PPC, ou bien si quelqu'un, au gouvernement même, a voulu mettre au pied du mur le gouvernement du Cambodge actuel. Si l'affaire ne peut être réglée, elle dégénérera

en crise gouvernementale, qui risque d'introduire une nouvelle scission dans la coalition des deux partis gagnant les élections générales. On ne sait pas si la solution prônée par le Roi peut bien mettre un terme à cette affaire. D'autant plus que, si le prix des compartiments diminue de moitié, bien des gens se porteront acheteurs ce qui fera jouer la loi de l'offre et de la demande.

Ainsi aucune interpellation ne serait plus possible pour cette affaire, car il a suffi d'une simple recommandation de la part du Roi pour demander à l'investisseur d'assouplir sa position par une réduction de moitié de son prix de vente. S'il est écouté, les deux adversaires, les marchands d'un côté, l'investisseur de l'autre, n'auront pas connu de défaite ni de victoire. Tous auront suivi les recommandations du Roi.

Pendant cette audience ont jailli aussi des litiges portant sur des terrains. Le Roi recommande donc au législatif ainsi qu'au gouvernement de travailler sur des textes de lois dont le pays a vraiment besoin en la matière, notamment la loi sur la construction très demandée pour parer aux "squatts" et à des acquisitions de terrains sans formalités. Le Roi a prôné la création de Comités pour aller sur place étudier les affaires en litige. C'est donc une procédure judiciaire qui commence et va se terminer par des recommandations faites par le Roi aux parties en litige. D'ailleurs en cette première audience, des plaignants se désistent déjà.

Justice est ainsi rendue à l'ancienne manière des Rois d'Angkor. Telle est la démocratie cambodgienne, unique en son genre. ■

Kong Phirun



APSARA TOURS

Une des plus grandes Agences de Voyage au Cambodge.

A votre service...

- Accueil chaleureux à l'aéroport
- Guides culturels, qualifiés et expérimentés
- Visite de Phnom Penh et ses environs
- Visite des Temples d'Angkor à Siemreap
- Excellents services "Apsara Services"

.....
à des prix raisonnables

Pour autres informations, veuillez contacter avec l'Agence **APSARA TOURS** :

Office Central :

8, Rue 254, Boulevard Norodom
Sangkat Chaktomouk, Khan Daun Penh
Phnom Penh - Cambodge
Téléphone : 26.705, 27.835
Fax phone : 855 23 26 705 / 27.835
Mobile phone : 855 23 (015) 914 199.

Succursale à Siemreap:

81, en face de l'hôpital de la ville de Siemreap.
Mobile phone : 855 23 (015) 913 902

CAMBODGE NOUVEAU

Politique, Economie, Finances

bi-mensuel publié à Phnom-Penh

Directeur de la publication : Kong Phirun

Rédacteur en chef : Alain Gascuel

Rédacteurs : Thuon Monna, Dy Sarak

Mise en page : Yves Cassagne

Impression : Cambodia Informatic Center

10 rue Lovisem (ex 282) - BP 836 Phnom-Penh

Royaume du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu exclusivement sur abonnement

Exemplaire gratuit et tarif des abonnements sur demande

Publicité : tarifs sur demande